

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2002 — 2763

[C — 2002/27678]

**11 JUILLET 2002. — Décret relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-Business dans les petites et moyennes entreprises (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Conformément au Règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis*, il y a lieu d'entendre, au sens du présent décret, par « petite ou moyenne entreprise », ci-après dénommée « l'entreprise », l'entité économique :

1° dont l'effectif d'emploi est inférieur à deux cent cinquante personnes;

2° dont :

a) soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 40 millions d'euros;

b) soit le total du bilan annuel n'excède pas 27 millions d'euros;

3° et qui respecte le critère d'indépendance, c'est-à-dire qui n'est pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas aux prescriptions énumérées au présent paragraphe.

Le seuil visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, peut être dépassé :

1° si l'entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

2° ou s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que l'entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas aux prescriptions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le calcul des seuils d'effectifs et financiers s'opère par l'addition des données de l'entreprise et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote.

Dans le présent décret, sont assimilées à une entreprise les associations professionnelles ainsi que les associations de fait d'entreprises qui, individuellement, répondent aux critères définis aux alinéas précédents.

§ 2. Pour l'application du présent décret, il y a également lieu d'entendre par :

1° e-business : les processus de fonctionnement de l'entreprise combinant l'informatique et les réseaux de communication pour accélérer ou automatiser les échanges avec toute entité économique ou les consommateurs et qui a pour but de faciliter ou d'accroître ses activités économiques;

2° le RENTIC : le responsable d'un projet d'intégration de l'e-business dans une entreprise;

3° les aides *de minimis* : les aides visées par le Règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis*.

**Art. 2.** La Région wallonne octroie une prime aux entreprises qui créent un site e-business et/ou qui ont recours aux services d'un RENTIC afin d'intégrer l'e-business dans leur fonctionnement.

La décision d'octroi de la prime est prise par le Gouvernement, dans les conditions définies par le présent décret et ses arrêtés d'exécution.

**Art. 3.** Pour pouvoir bénéficier de la prime, l'entreprise :

1° doit avoir son activité principale sur le territoire de la Région wallonne;

2° doit satisfaire aux dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales;

3° ne peut relever du traité CECA ou du secteur des transports et des activités liées à la production, à la transformation ou à la commercialisation des produits énumérés à l'annexe I du traité CE.

Le montant total des aides *de minimis* octroyées à une même entreprise ne peut excéder 100.000 euros sur une période de trois ans.

Le Gouvernement informe l'entreprise du caractère *de minimis* de cette aide et l'entreprise lui fournit des informations complètes sur les autres aides *de minimis* qu'elle a reçues au cours des trois années précédentes.

**Art. 4.** La prime représente :

1° 50 % du montant des dépenses réalisées par l'entreprise en vue de créer un site e-business;

2° et/ou 80 % de la rémunération brute d'un RENTIC, pour une durée dont le minimum et le maximum sont fixés par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe le minimum et le maximum du montant des dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et le maximum de la rémunération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

Les investissements en matériel ne sont pas pris en compte pour le calcul de la prime.

**Art. 5.** L'entreprise ne peut bénéficier que d'une seule prime en vue de créer un site e-business, sauf les exceptions prévues dans les arrêtés d'exécution.

Le recours à un même RENTIC ne peut faire l'objet que d'une seule prime.

**Art. 6.** La prime visée à l'article 5, 2°, n'est octroyée que si le RENTIC est agréé par le Gouvernement pour la gestion de projets e-business.

Le Gouvernement détermine les conditions et la procédure pour obtenir l'agrément.

**Art. 7.** Les compétences qui sont attribuées au Gouvernement dans le présent décret et ses arrêtés d'exécution peuvent être confiés, par délégation, à l'un de ses membres.

S'agissant de l'engagement, de l'approbation et de l'ordonnancement des dépenses relatives à la prime, le Gouvernement peut accorder délégation au Directeur général de la Direction générale compétente.

**Art. 8.** Les demandes de primes introduites avant le 31 décembre 2001 restent régies par les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2001 octroyant une prime aux entreprises qui créent ou développent une plate-forme de commerce électronique.

**Art. 9.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement wallon.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 juillet 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

—  
Note

(1) *Session 2001-2002*

*Documents du Conseil* 374 (2001-2002) n<sup>os</sup> 1 à 14.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 9 juillet 2002.

Discussion. Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 2763

[C — 2002/27678]

**11. JULI 2002 — Dekret über die Gewährung einer Prämie für die Einführung des E-Business in die Klein- und Mittelbetriebe (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - § 1. Gemäß der Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf «De-minimis»-Beihilfen versteht man im Sinne des vorliegenden Dekrets unter hierunter «den Betrieb» genanntem «Klein- oder Mittelbetrieb» die wirtschaftliche Einheit:

1° deren Beschäftigtenzahl unter zweihundertfünfzig Personen liegt;

2° deren:

a) Jahresumsatz 40 Millionen Euro nicht überschreitet;

b) Jahresbilanzsumme 27 Millionen Euro nicht überschreitet.

3° die, das Unabhängigkeitskriterium erfüllt, d.h., dass nicht zu 25 % oder mehr des Kapitals oder der Stimmenanteile im Besitz von einem oder mehreren Betrieben gemeinsam stehen, welche die den im vorliegenden Paragraphen erwähnten Vorschriften nicht entsprechen.

Der in Absatz 1, 3° erwähnte Schwellenwert kann überschritten werden, wenn:

1° der Betrieb im Besitz von öffentlichen Beteiligungsgesellschaften, Risikokapitalgesellschaften oder institutionellen Anlegern steht und diese weder einzeln noch gemeinsam Kontrolle über den Betrieb ausüben;

2° wenn aufgrund der Kapitalstreuung nicht ermittelt werden kann, wer die Anteile hält, und wenn der Betrieb erklärt, dass es nach bestem Wissen davon ausgehen kann, dass es nicht zu 25 % oder mehr seines Kapitals im Besitz von einem oder von mehreren Unternehmern gemeinsam steht, die den im Absatz 1 erwähnten Vorschriften nicht entsprechen.

Die Berechnung der Personalbestands- und Finanzschwellen erfolgt durch die Summierung der Daten des Betriebs und aller Betriebe, in denen er direkt oder indirekt über 25 % oder mehr des Kapitals oder der Stimmrechte verfügt.

Im vorliegenden Dekret werden die Berufsvereinigungen sowie die faktischen Vereinigungen von Betrieben, die einzeln den in Absatz 1 erwähnten Vorschriften entsprechen, einem Betrieb gleichgestellt.

§ 2. Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° E-Business: Funktionsverfahren des Betriebs, bei denen die elektronische Datenverarbeitung und die Kommunikationsnetze so kombiniert werden, dass die Austausch mit jeglicher wirtschaftlichen Einheit oder mit den Verbrauchern beschleunigt oder automatisiert werden. Das E-Business hat ebenfalls zum Zweck, die wirtschaftlichen Tätigkeiten des Betriebs zu erleichtern oder zu erweitern;

2° RENTIC: der Verantwortliche eines Projekts zur Einführung des E-Business in einen Betrieb;

3° «De-minimis»-Beihilfen: die in der Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf «De-minimis»-Beihilfen erwähnten Beihilfen.

**Art. 2** - Die Wallonische Region gewährt eine Prämie an die Betriebe, die eine E-Business - Webseite schaffen und/oder auf die Dienstleistungen eines Rentic zurückgreifen, um das E-Business in ihre Tätigkeiten einzuführen.

Der Beschluss, die Prämie zu gewähren, wird von der Regierung gefasst, unter Einhaltung der im vorliegenden Dekret und dessen Ausführungserlassen bestimmten Bedingungen.

**Art. 3** - Um in den Genuss der Prämie zu gelangen:

1° muss der Betrieb seine Haupttätigkeit auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausüben;

2° muss der Betrieb den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung seiner Tätigkeit regeln, sowie den Bestimmungen der Gesetzgebungen und Vorschriften in Sachen Steuern, Sozialwesen und Umwelt genügen;

3° darf der Betrieb dem EGSK-Vertrag oder dem Sektor des Transportwesens und der Tätigkeiten, die mit der Herstellung, der Verarbeitung oder der Vermarktung der in der Anlage I zum EG-Vertrag aufgeführten Waren verbunden sind, nicht unterstehen.

Der Gesamtbetrag der einem Betrieb gewährten «De-minimis»-Beihilfen darf 100.000 Euro bezogen auf einen Zeitraum von drei Jahren nicht überschreiten.

Die Regierung informiert den Betrieb, dass es sich um eine «De-minimis»-Beihilfe handelt, und erhält im Gegenzug von dem betreffenden Betrieb eine vollständige Übersicht über sonstige in den letzten drei Jahren erhaltene «De-minimis»-Beihilfen.

**Art. 4** - Die Prämie entspricht:

1° 50 % des Betrags der Ausgaben, die durch den Betrieb ausgelegt sind, um eine E-Business - Seite zu schaffen;

2° und/oder 80 % des Bruttogehalts eines RENTIC, für eine Dauer, deren Minimum und Maximum von der Regierung festgelegt sind;

Die Regierung legt die Mindest- und Höchstbeträge der in Absatz 1 erwähnten Ausgaben sowie den Höchstbetrag des in Absatz 1, 2° erwähnten Gehalts fest.

Die materiellen Investitionen werden für die Berechnung der Prämie nicht in Betracht gezogen.

**Art. 5** - Der Betrieb darf nur eine einzige Prämie erhalten, um eine E-Business - Webseite zu schaffen, mit Ausnahme der in den Ausführungserlassen vorgesehenen Abweichungen.

Das Zurückgreifen auf die Dienstleistungen eines selben RENTIC darf nur Gegenstand einer einzigen Prämie sein.

**Art. 6** - Die in Artikel 5, 2° erwähnte Prämie wird nur gewährt, wenn der RENTIC von der Regierung für die Führung von E-Business - Projekten zugelassen ist.

Die Regierung legt die Bedingungen und das Verfahren fest, die für die Erhaltung der Zulassung bestimmt sind.

**Art. 7** - Die Zuständigkeiten, die der Regierung im vorliegenden Dekret und dessen Ausführungserlassen erteilt sind, können einem ihrer Mitglieder übertragen werden.

Wenn es sich um das Festlegen, Genehmigen und Anweisen von Ausgaben betreffend die Prämie handelt, ist die Regierung berechtigt, dem Generaldirektor der zuständigen Generaldirektion Vollmacht zu erteilen.

**Art. 8** - Die vor dem 31. Dezember 2001 eingereichten Anträge auf Prämie werden weiter durch die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2001 zur Gewährung einer Prämie an die Betriebe, die eine elektronische Handelsplattform schaffen oder entwickeln, geregelt.

**Art. 9** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage in Kraft, das von der Wallonischen Regierung festgelegt wird.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. Juli 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

—  
Note

(1) *Sitzung 2001-2002*

*Dokumente des Rats 374 (2001-2002), Nrs. 1 bis 14.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* - öffentliche Sitzung vom 9. Juli 2002.

Diskussion. Abstimmung.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 2763

[C — 2002/27678]

**11 JULI 2002. — Decreet betreffende de toekenning van een premie voor de invoering van e-business in de kleine en middelgrote ondernemingen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** § 1. Overeenkomstig de Verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de « de minimis »-steun dient in de zin van dit decreet te worden verstaan onder « kleine of middelgrote onderneming », hierna « de onderneming genoemd », de bedrijfseenheid :

1° met een werknemersbestand lager dan tweehonderd vijftig personen;

2° met :

a) ofwel een jaarlijks omzetcijfer dat het bedrag van 40 miljoen euro niet overschrijdt;

b) ofwel een totaal op de jaarlijkse balans dat het bedrag van 27 miljoen euro niet overschrijdt;

3° en die de zelfstandigheidsnorm naleeft, d.w.z. die niet voor 25 % of meer van diens kapitaal of van diens stemrecht in handen is van een onderneming of, gezamenlijk, van meerdere ondernemingen die niet beantwoorden aan de voorschriften zoals opgesomd in deze paragraaf.

De drempel bedoeld in het eerste lid, 3°, mag in twee gevallen overschreden worden :

1° als de onderneming in handen is van openbare participatiemaatschappijen, maatschappijen met risicokapitaal of institutionele investeerders en op voorwaarde dat door hen noch een individuele, noch een gezamenlijke controle uitgeoefend wordt op de onderneming;

2° als uit de kapitaalspreiding blijkt dat het onmogelijk is te weten wie het kapitaal in handen heeft en als de onderneming verklaart dat ze wettig kan veronderstellen dat ze niet in handen is voor 25 % of meer van een onderneming of, gezamenlijk, van verscheidene ondernemingen die niet beantwoorden aan de voorschriften bedoeld in het eerste lid.

De drempels inzake werknemersbestand en geldmiddelen worden berekend door de gegevens van de onderneming en van alle ondernemingen waarvan ze rechte of onrechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of van het stemrecht in handen heeft, op te tellen.

In dit decreet worden de beroepsverenigingen, evenals de feitelijke ondernemingsverenigingen die elk op zich aan de criteria omschreven in de vorige leden voldoen, gelijkgesteld met een onderneming.

§ 2. Voor de toepassing van dit decreet dient eveneens te worden verstaan onder :

1° e-business : de bedrijfsprocessen binnen de onderneming waarbij informatica en communicatienetwerken samen gebruikt worden voor het versnellen of het automatiseren van de afhandeling van zaken met elke bedrijfseenheid of met de gebruikers en waarvan het doel bestaat uit het vergemakkelijken of het doen toenemen van diens bedrijvigheid;

2° de RENTIC : hij die verantwoordelijk is voor een project ter invoering van e-business in een onderneming;

3° de « de minimis »-steun : de steun bedoeld in de Verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op « de minimis »-steun.

**Art. 2.** Het Waalse Gewest kent de ondernemingen die een website voor e-business ontwikkelen en/of die gebruik maken van de diensten van een RENTIC voor de invoering van e-business in hun werking, een premie toe. De beslissing tot toekenning van de premie wordt door de Regering getroffen, onder de voorwaarden bepaald bij dit decreet en diens uitvoeringsbesluiten.

**Art. 3.** Om voor de premie in aanmerking te kunnen komen :

1° moet de hoofdactiviteit van de onderneming op het grondgebied van het Waalse Gewest plaatsvinden;

2° moet de onderneming voldoen aan de wetsbepalingen waaronder de uitoefening van diens activiteiten ressorteert en aan de wet- en regelgeving inzake belastingen, sociale aangelegenheden en milieu;

3° mag de onderneming niet ressorteren onder het EGKS-verdrag noch onder de activiteiten verbonden met de productie, de verwerking of de commercialisering van de producten opgesomd in bijlage I bij het EG-verdrag.

Het totale bedrag aan « de minimis »-steun die toegekend wordt aan eenzelfde onderneming mag het bedrag van 100.000 euro over drie jaar verspreid niet overschrijden.

De Regering licht de onderneming in over het « de minimis »-karakter van de toegekende steun en de onderneming verstrekt de Regering de volledige inlichtingen over de andere « de minimis »-steun die zij heeft gekregen tijdens de drie voorgaande jaren.

**Art. 4.** De premie vertegenwoordigt :

1° 50 % van het bedrag van de uitgaven die de onderneming besteed heeft aan de ontwikkeling van een website voor e-business;

2° en/of 80 % van de bruttobezoldiging van een RENTIC voor een duur waarvan minimum en maximum door de Regering worden vastgelegd.

De Regering legt minimum- en maximumbedrag van de uitgaven bedoeld in het eerste lid, 1°, vast en het maximum van de bezoldiging bedoeld in het eerste lid, 2°.

De investeringen in materieel worden niet in rekening gebracht voor de berekening van de premie.

**Art. 5.** De onderneming kan slechts één enkele premie krijgen voor de ontwikkeling van een website voor e-business, behalve de uitzonderingen voorzien in de uitvoeringsbesluiten.

Voor het beroep op eenzelfde RENTIC kan slechts één enkele premie worden gekregen.

**Art. 6.** De premie bedoeld in artikel 5, 2°, wordt slechts toegekend indien de RENTIC erkend is door de Regering als beheerder van projecten inzake e-business.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de erkenning.

**Art. 7.** De bevoegdheden die de Regering worden toegewezen in dit decreet en diens uitvoeringsbesluiten, kunnen via delegatie toe worden vertrouwd aan een regeringslid.

Wat de vastlegging, de goedkeuring en de ordonnanciering van de uitgaven met betrekking tot de premie betreft, kan de Regering delegatie verlenen aan de Directeur-generaal van het bevoegde Directoraat-generaal.

**Art. 8.** De premieaanvragen die vóór 31 december 2001 werden ingediend, blijven ressorteren onder de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2001 tot verlening van een premie aan ondernemingen die een elektronische-handelsplatform creëren of ontwikkelen.

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op de dag die door de Waalse Regering bepaald wordt.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 juli 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota

(1) *Zitting 2001-2002*

*Stukken van de Raad* 374 (2001-2002), nrs. 1 t.e.m. 14.

*Volledig verslag*, openbare zitting van 9 juli 2002.

Bespreking. Stemming.



F. 2002 — 2764

[C - 2002/27677]

**13 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'introduction de l'euro  
dans les arrêtés concernant les matières relevant du Ministre ayant la Ruralité dans ses attributions**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment l'article 37;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 37;

Vu le décret du 25 février 1999 relatif à l'euro, notamment l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1854 concernant l'exécution du Code forestier, notamment l'article 60bis, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger en réserves naturelles agréées par les associations privées, notamment l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 février 1991 organisant le démergement, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 1995 relatif à l'octroi d'une subvention pour la plantation de haies, notamment l'article 9;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la Conservation de la Nature, donné le 2 octobre 2001;

Vu l'avis de la Commission des eaux de surface, donné le 14 novembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 novembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 décembre 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 19 décembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;